

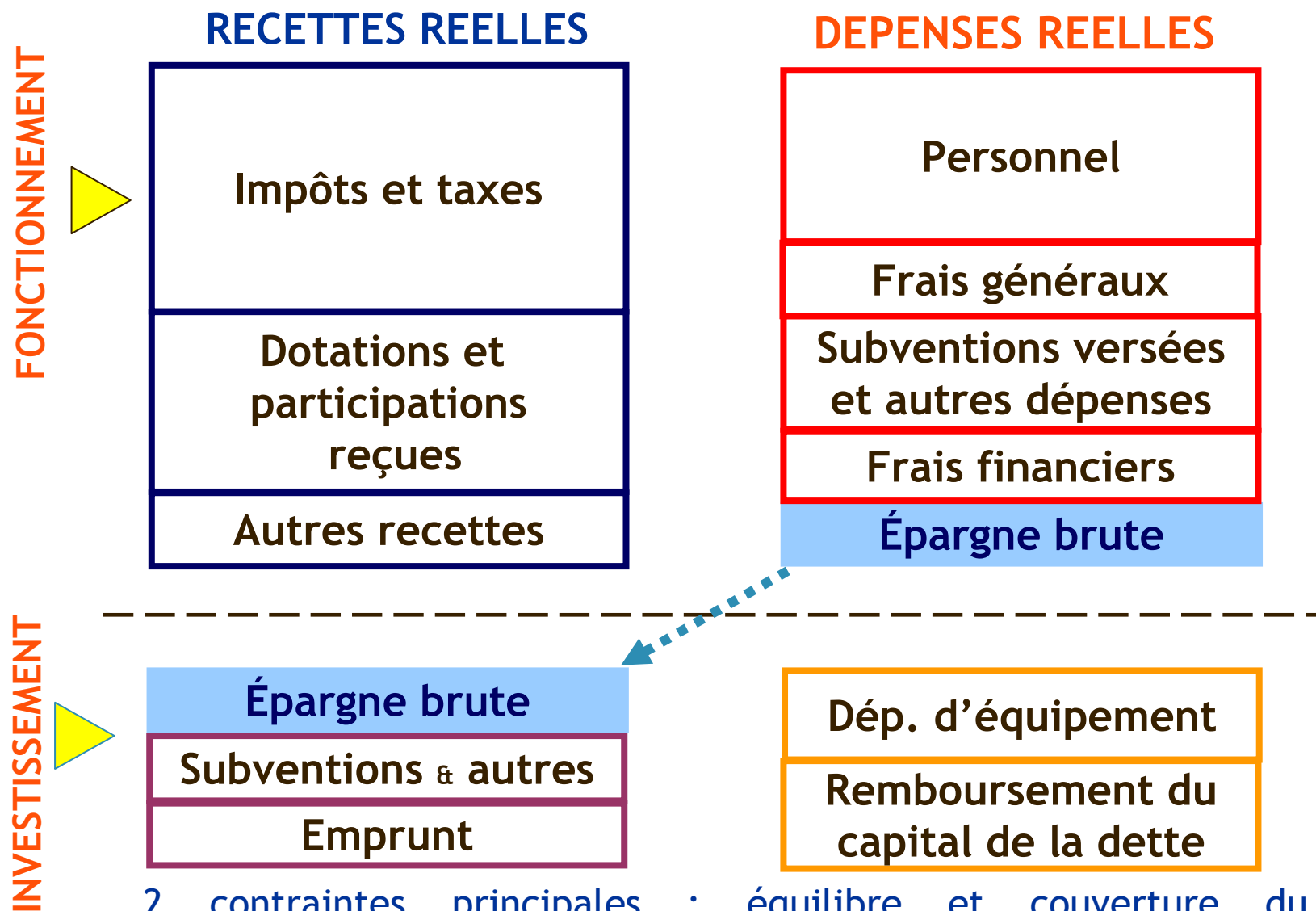
# Ville d'Aulnay-sous-Bois

## Situation financière 2004 - 2007 Perspectives 2008-2014

18 septembre 2008

Stéphane MASSE

# Les grands principes budgétaires



2 contraintes principales : équilibre et couverture du remboursement de la dette par les ressources propres

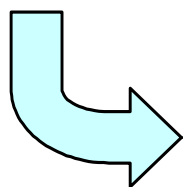
# L'analyse de la situation financière

L'analyse de l'épargne constitue un aspect essentiel de l'analyse financière.

Recettes de  
fonctionnement

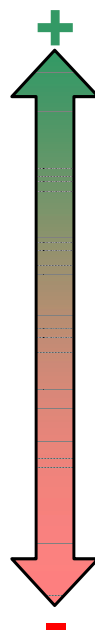
—

Dépenses de  
fonctionnement



=

**Autofinancement /  
Epargne**



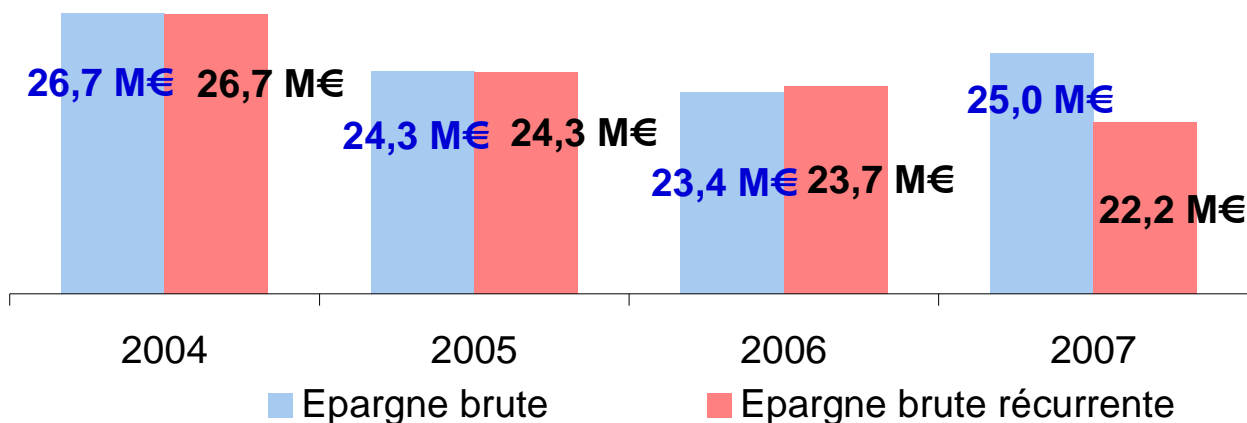
## Capacité de la ville

- à financer ses dépenses obligatoires
- à rembourser sa dette
- à faire face à ses engagements
- à investir

# Le diagnostic financier 2004 - 2007

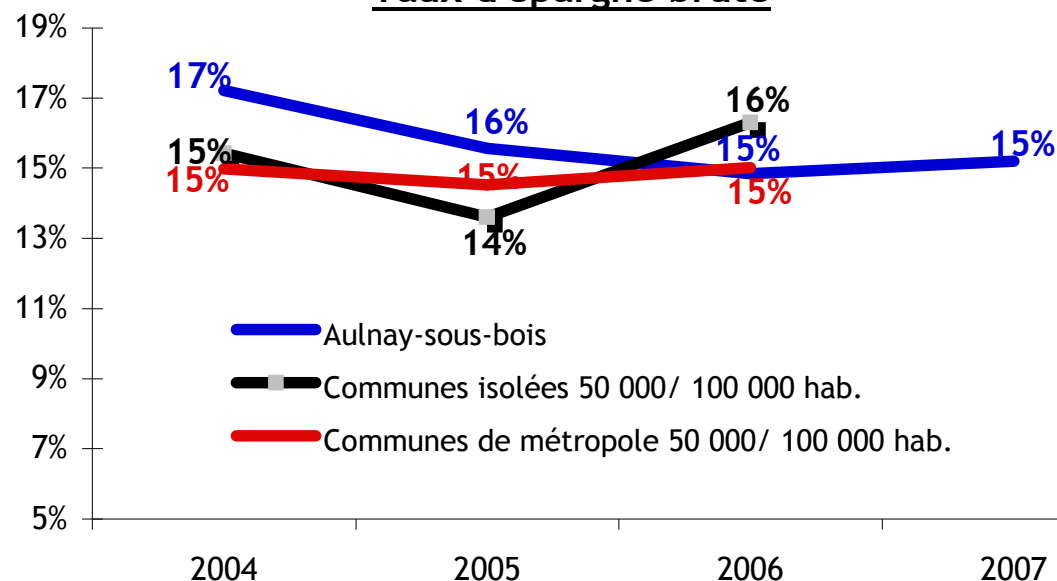
# Une épargne qui tend à se réduire

## Evolution du niveau d'épargne



## Taux d'épargne brute

Taux d'épargne :  
Epargne brute /  
recettes réelles de  
fonctionnement



# Les facteurs d'évolution de l'épargne

	2004/2007	
	M€	% / an
Dépenses de personnel (012)	7,2	+3,1%
Charges à caractère général (011) / frais généraux	4,2	+3,5%
Subventions / participations versées	2,2	+8,0%
Autres charges courantes	0,1	+7,5%
<b>Charges courantes à financer</b>	<b>13,8</b>	<b>+3,6%</b>
Produit fiscal 4 taxes + TEOM à taux constant	-0,4	-0,2%
Compensation perte de bases de TP	1,6	+41,3%
Dotations de l'Etat/FSRIF	4,7	+4,5%
Autres recettes	1,5	+1,6%
<b>Recettes courantes à taux constant</b>	<b>7,4</b>	<b>+1,6%</b>
<b>Différentiel de charges à financer</b>	<b>6,4</b>	<b>+2,0%</b>
Effet Hausse du taux de TEOM	1,0	
Evolution des frais financiers	-0,8	
<b>Evol. de l'épargne brute récurrente</b>	<b>-4,5</b>	
Solde des opérations exceptionnelles	2,8	
<b>Evolution de l'épargne brute</b>	<b>-1,7</b>	

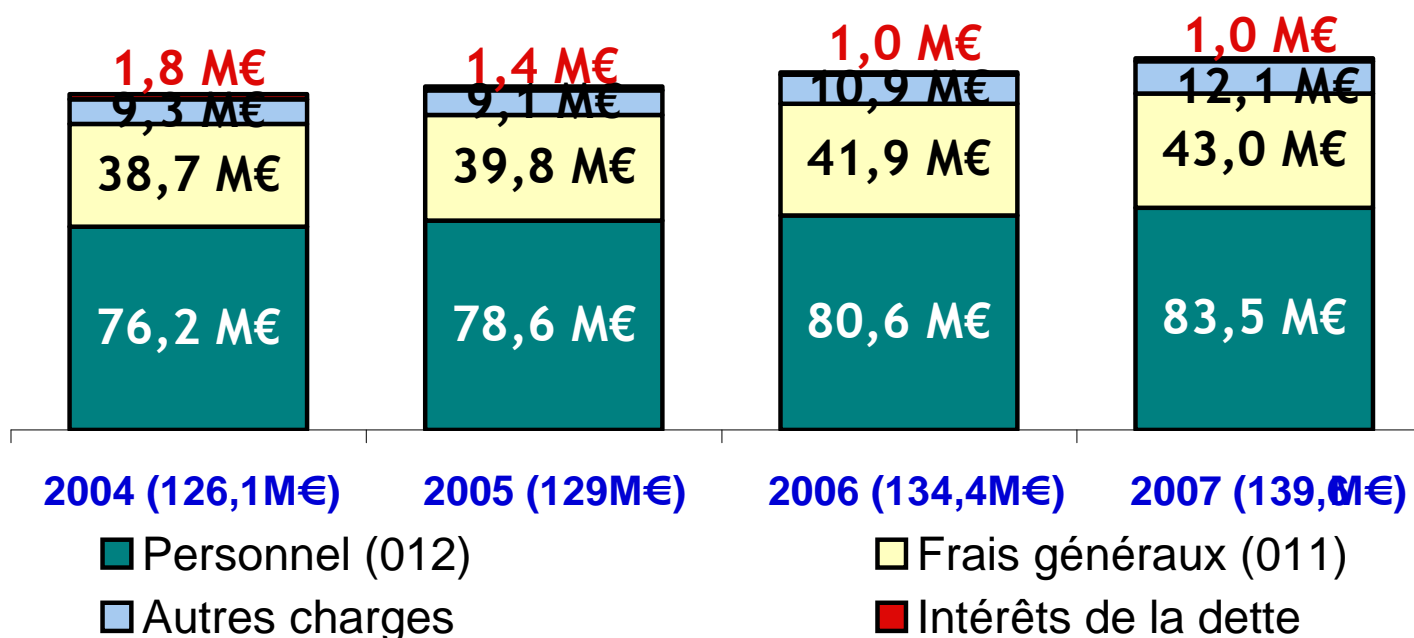
✓ La masse salariale est le premier facteur explicatif de la progression des dépenses (effet volume).

✓ On constate également une forte évolution des subventions versées

✓ Une évolution des recettes tirée par les dotations de l'Etat. La perte de base de taxe professionnelle (Peugeot) a été un facteur limitant l'évolution des recettes.

# Des dépenses réelles de fonctionnement en nette progression

## Evolution des dépenses réelles de fonctionnement



- ✓ Un volume de dépenses de personnel équivalent au produit de la fiscalité 4 taxes.
- ✓ Pour préserver ses marges de manœuvre à champs constant, la ville doit pouvoir disposer d'une évolution de son produit fiscal similaire à la croissance mécanique des dépenses de personnel (GVT).

# Les subventions versées

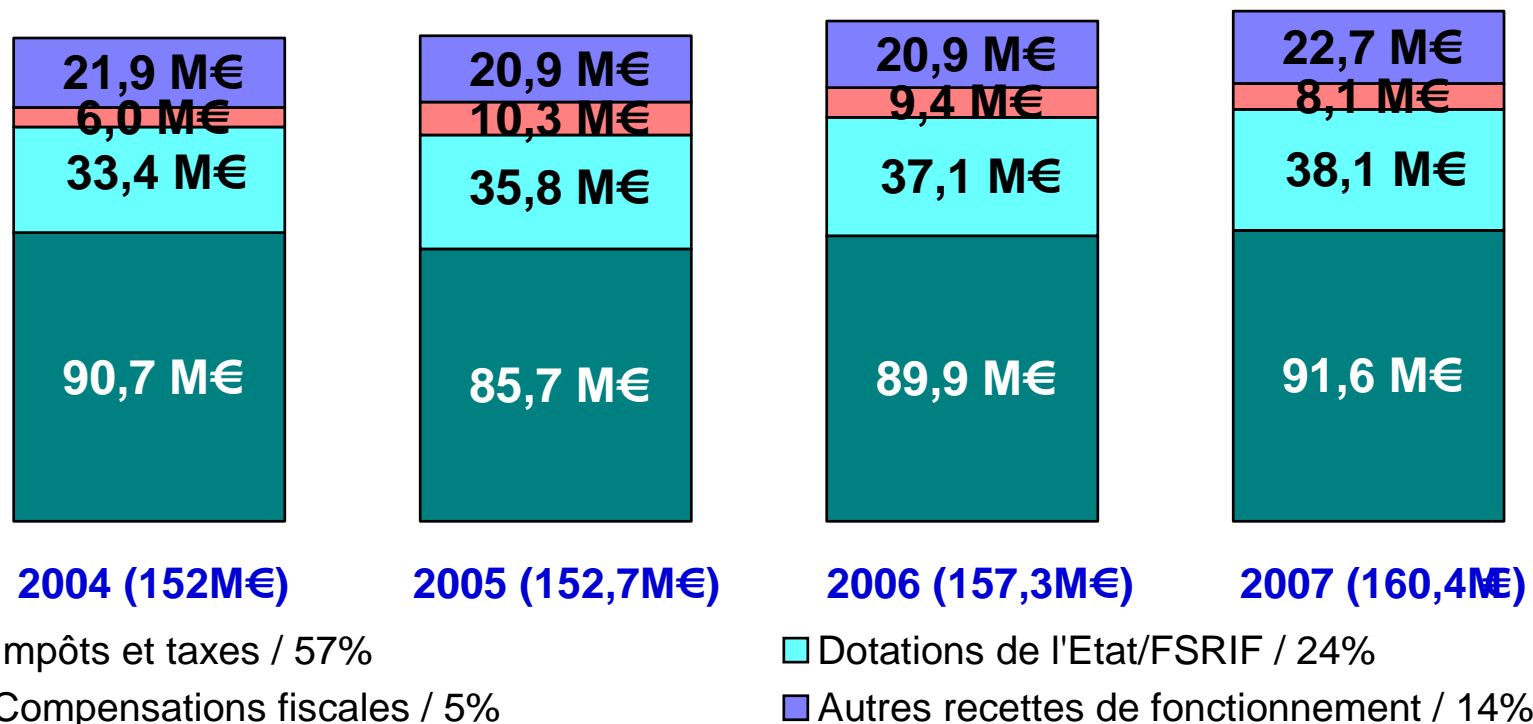
			Moy./an		Budget 08	
	K€	2004	2007	K€	%	%
M2E (Emploi, Entreprise, Expansion, Initiative)		2 257	2 221	-12	-0,5%	+8,0%
ACSA		10	1 300	+430	+406,6%	+23,1%
IADC		1 177	1 563	+129	+9,9%	+22,7%
PIM		743	941	+66	+8,2%	+3,0%
Associations sportives		378	510	+44	+10,5%	+5,5%
AEPC		450	496	+15	+3,3%	-1,3%
Mission ville		364	243	-40	-12,5%	+11,9%
CCAS		722	200	-174	-34,8%	+215,1%
Autres subventions		642	818	+59	+8,4%	+46,9%
<b>Subventions versées</b>		<b>6 742</b>	<b>8 294</b>	<b>+517</b>	<b>+7,1%</b>	<b>+20,8%</b>
			+5,4%			+20,8%

- ✓ **Croissance soutenue des subventions qui s'accroît en 2008, la masse salariale représentant généralement entre 50% et 70% de leurs budgets.**
- ✓ **IADC et ACSA, sont les plus consommatrices de concours communaux (transferts de personnel et mises à disposition en nature) : ce sont celles qui pourraient représenter le plus de risque financier pour la Ville (résultat négatif et/ou potentiel restreint de trésorerie).**



# Des recettes de fonctionnement soutenues par la croissance des dotations

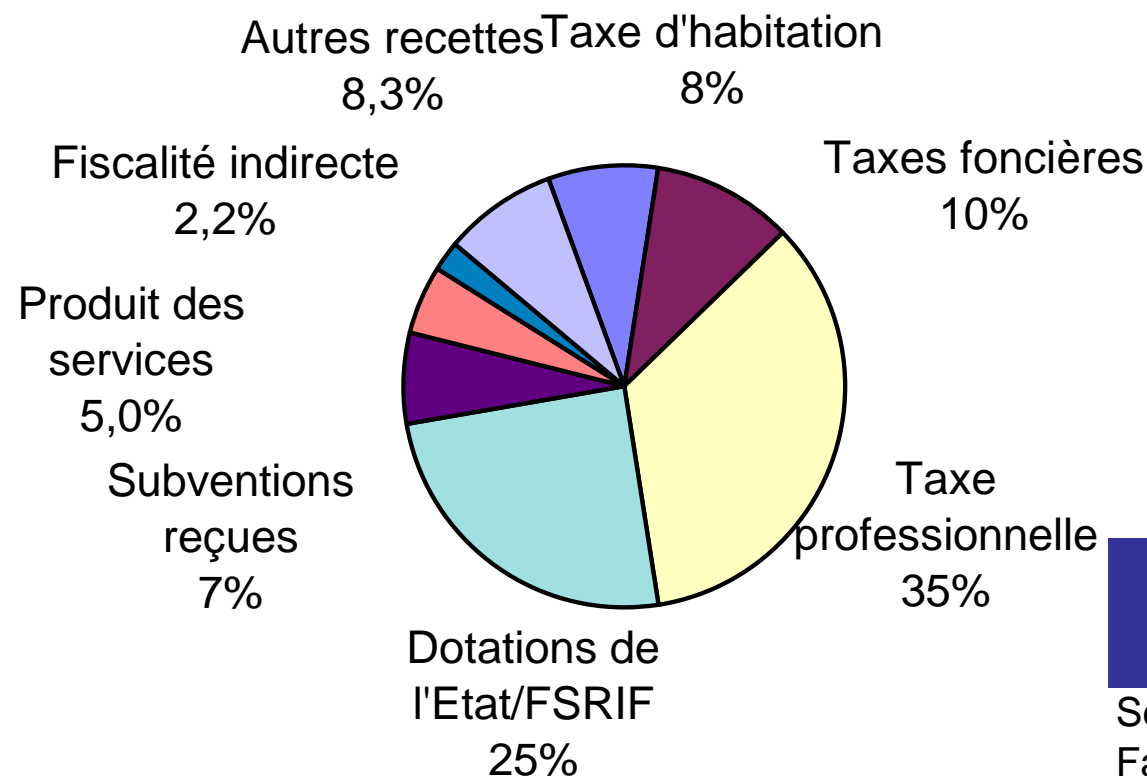
## Structure des recettes de gestion courante



Le contexte actuel des finances publiques devrait rendre l'évolution des concours financiers de l'État moins favorables pour les prochains exercices

# Des recettes marqués par le poids de la taxe professionnelle

## Structure des recettes de gestion courante en 2007



La taxe professionnelle constitue la première recette de la commune.

Le mode de calcul de la taxe professionnelle favorise le poids des entreprises industrielles. La taxe professionnelle de Peugeot représente 18% des recettes de fonctionnement.

Pôles d'activités	Part dans l'assiette 2007
Secteur automobile	59,4%
Fabrication de Parfums	12,3%
GARONOR	4,4%
LE HAUT DE GALLY	1,8%
CTR COMMERCIAL PARINOR	1,2%
Autres	21,0%
<b>Total bases imposables 2007</b>	<b>100,0%</b>

# Une réforme de la taxe professionnelle qui réduit les marges de manœuvre de la commune

A compter de 2007, les hausses de taux d'imposition décidées par la collectivité ne s'appliquent plus aux entreprises dont la cotisation de taxe professionnelle représente plus de 3,5% de leur valeur ajoutée.

➤ La ville est particulièrement touchée par ce dispositif car plus de 76% de ses bases imposables appartiennent à des entreprises bénéficiaires du plafonnement contre 36% en moyenne au niveau national.

	Lever fiscal en 2008 pour une augmentation du taux d'imposition de +1%	
	Hors réforme	<u>Avec réforme</u>
Taxe d'habitation	+125,9 k€	+125,9 k€
Foncier bâti	+157,6 k€	+157,6 k€
Foncier non bâti	+0,6 k€	+0,6 k€
Taxe professionnelle	+557,2 k€	+132,8 k€
Ensemble 4 taxes	+841,3 k€	+416,9 k€
soit une évolution du produit de	+1,0%	+0,5%

➤ +1% d'évolution des taux d'imposition aurait généré une augmentation du produit fiscal de +1% avant la réforme du plafonnement, contre +0,5% aujourd'hui.

# Un rendement plus faible de la taxe d'habitation

Nom de la commune	Rendement (base nette / base brute)
AUBERVILLIERS	89,0%
DRANCY	83,5%
MONTREUIL	81,6%
BONDY	80,4%
LIVRY-GARGAN	80,0%
ROSNY-SOUS-BOIS	79,5%
SAINT-OUEN	79,2%
PANTIN	79,1%
SAINT-DENIS	78,2%
NOISY-LE-SEC	77,8%
GAGNY	77,4%
SEVRAN	77,1%
LE BLANC-MESNIL	77,0%
NOISY-LE-GRAND	75,3%
LA COURNEUVE	73,9%
<b>AULNAY-SOUS-BOIS</b>	<b>73,7%</b>
EPINAY-SUR-SEINE	72,2%
BOBIGNY	70,3%

La taxe d'habitation présente un rendement plutôt faible au regard des autres communes du département. Ceci s'explique notamment par la politique d'abattements.

La ville applique en effet l'abattement facultatif général à la base à son taux maximum (*cet abattement s'applique à tous les contribuables sans distinction de revenus*), ce qui représente une remise facultative d'imposition de près de 100€ à chaque contribuable (2,2M€ au total).

Elle applique par ailleurs les abattements obligatoires pour charge de famille.

- 15% pour les deux premières personnes à charge soit le taux médian (10% au minimum)
- 15% à compter de la troisième, ce qui constitue le niveau minimum.

# Richesse et pression fiscale

Une richesse fiscale supérieure à la moyenne en raison du poids de la taxe professionnelle, ce qui permet à la ville de limiter la pression fiscale sur les ménages.

Potentiel fiscal 3 taxes		Potentiel financier	
Aulnay-sous-bois	435 € / hab.	Aulnay-sous-bois	1 306 € / hab.
<i>Moyenne de la strate</i>	<i>493 € / hab.</i>	<i>Moyenne de la strate</i>	<i>1 181 € / hab.</i>
<i>Rapport à la moyenne</i>	<i>0,88</i>	<i>Rapport à la moyenne</i>	<i>1,11</i>

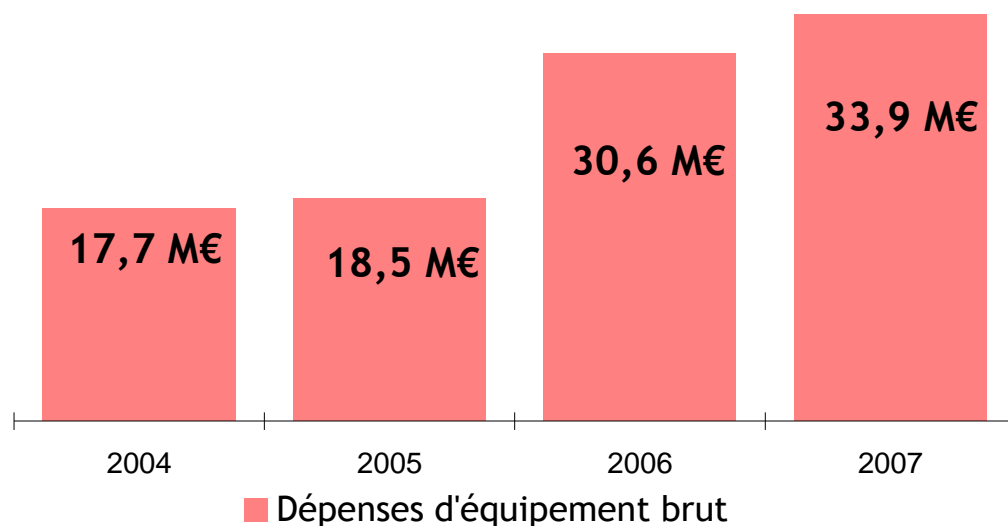
Potentiel fiscal TP /hab		Effort fiscal	
Aulnay-sous-bois	682 € / hab.	Aulnay-sous-bois	1,00 € / hab.
<i>Moyenne de la strate</i>	<i>473 € / hab.</i>	<i>Moyenne de la strate</i>	<i>1,11 € / hab.</i>
<i>Rapport à la moyenne</i>	<i>1,44</i>	<i>Rapport à la moyenne</i>	<i>0,90</i>

**Potentiel fiscal et financier:** indicateurs de richesse fiscale notamment utilisé dans le calcul des dotations de péréquation.

**Effort fiscal:** indicateur de pression fiscale sur les ménages

# Un effort d'investissement modéré

Cumul 2004/2006 en euros par habitant	Aulnay-sous- bois	Communes isolées 50 000/ 100 000 hab.	Communes de métropole 50 000/ 100 000 hab.
Dépenses d'équipement	832 €	1 185 €	949 €

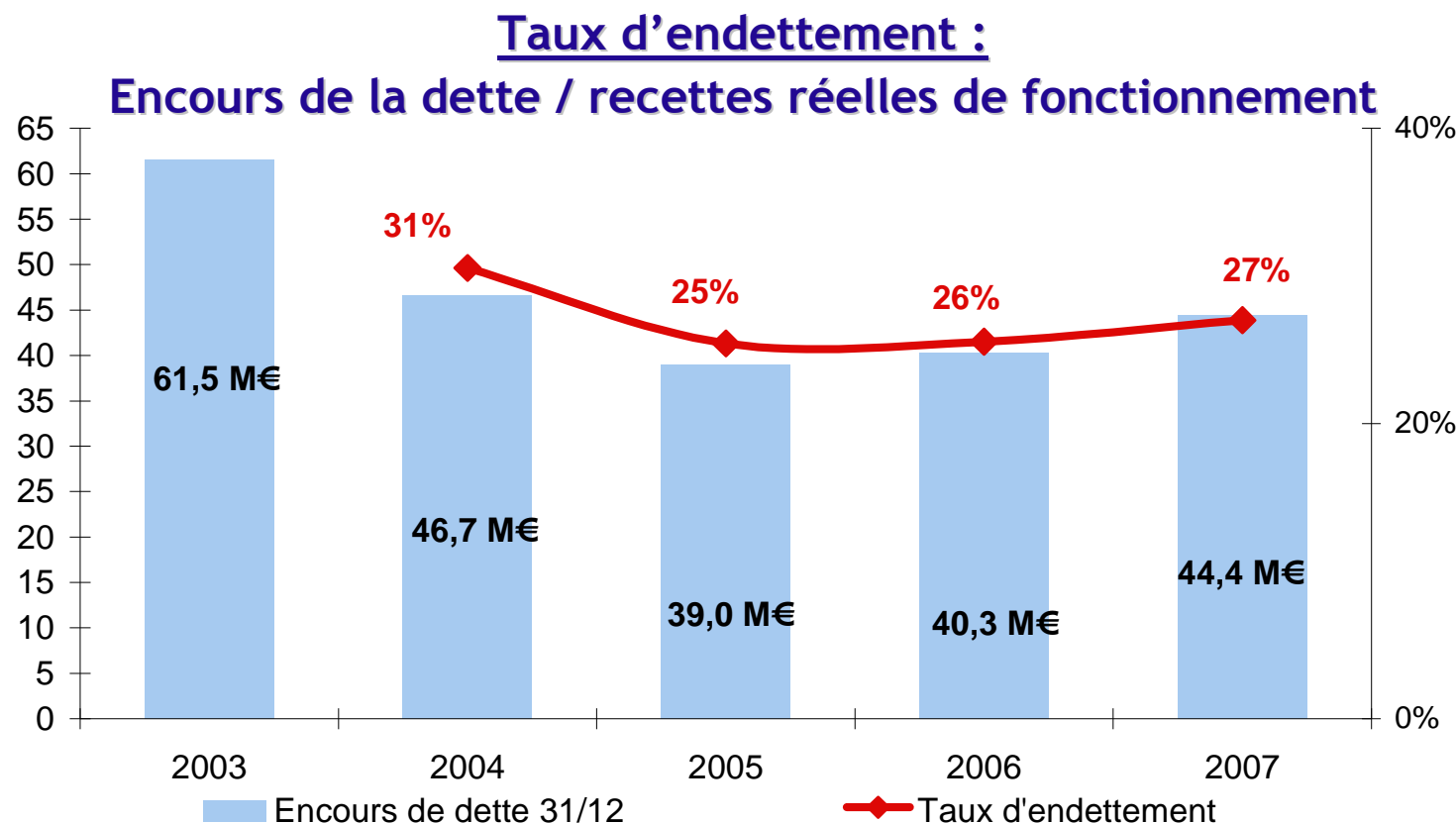


Sur la période 2004/2007, la ville a réalisé 101,2M€ d'investissements (25M€/an) pour un besoin de financement de 77,6M€

L'épargne dégagée sur la section de fonctionnement a couvert le besoin de financement

Le solde disponible a permis à la fois de diminuer l'encours de dette et de conforter les réserves de la ville (fonds de roulement).

# Un endettement relativement faible



**La ville est relativement peu endettée : ses ratios sont inférieurs des 2/3 à la moyenne de la strate.**

**Cette situation ne dispense pas pour autant la ville de maintenir sa capacité de remboursement de cette dette (par l'épargne principalement)**

# Atouts / faiblesses



Un niveau d'épargne satisfaisant jusqu'en 2007

Une pression fiscale en dessous de la moyenne grâce à la richesse en taxe professionnelle

La ville n'est pas endettée



Une diminution de -4,5 M€ de l'épargne récurrente depuis 2004 masquée par la perception de produits exceptionnels.

Des recettes de fonctionnement particulièrement dépendantes d'une taxe professionnelle concentrée sur une seule entreprise et dont le dynamisme a souffert de la diminution des bases de celle-ci par le passé

Une croissance rétrospective des recettes tirées par les dotations de l'État alors que le contexte s'annonce désormais moins favorable en la matière.

Un levier fiscal réduit de moitié à compter de 2007 en raison de la réforme de la taxe professionnelle.

Une évolution croissante des subventions versées



# Prospective financière

# Le contexte de l'exercice 2008

	CA 2007	Hyp CA 2008	Evolution	
Impôts et taxes - 73	91,6 M€	94,5 M€	+3,0 M€	+3,2%
Compensation perte de base de TP	2,5 M€	0,0 M€	-2,5 M€	-100,0%
Autres dotations/participations - 74	54,0 M€	53,1 M€	-0,9 M€	-1,7%
Autres recettes courante	12,3 M€	12,3 M€	-0,1 M€	-0,7%
<b>Total Recettes de gestion courante</b>	<b>160,4 M€</b>	<b>159,9 M€</b>	<b>-0,6 M€</b>	<b>-0,4%</b>
Personnel - 012 hors contentieux	83,5 M€	87,1 M€	+3,6 M€	+4,3%
Contentieux gardien logés		1,2 M€	+1,2 M€	
Frais généraux - 011	43,0 M€	44,6 M€	+1,6 M€	+3,7%
Subventions (65/67)	10,6 M€	12,1 M€	+1,5 M€	+14,2%
Autres charges courantes	0,5 M€	0,8 M€	+0,2 M€	
<b>Total Dépenses de gestion courante</b>	<b>137,6 M€</b>	<b>145,8 M€</b>	<b>+8,2 M€</b>	<b>+ 6,0%</b>
<b>Excédent brut de fonctionnement</b>	<b>22,8 M€</b>	<b>14,0 M€</b>	<b>-8,8 M€</b>	

## Une Progression soutenue des charges (+8,2M€)...

- ✓ 3,6M€ liée à l'évolution de la masse salariale (0,8M€ pour les postes créés après le vote du budget primitif)
- ✓ 1,2M€ liés au règlement de contentieux (gardiens logés),
- ✓ 1,5 M€ pour les subventions de fonctionnement,

...Dans un contexte d'infléchissement des recettes (achèvement de la compensation des pertes de base de taxe professionnelle - -2,5M€).

# Les enjeux

- ✓ Financer le programme de rénovation urbaine : 26,5M€ de charge nette

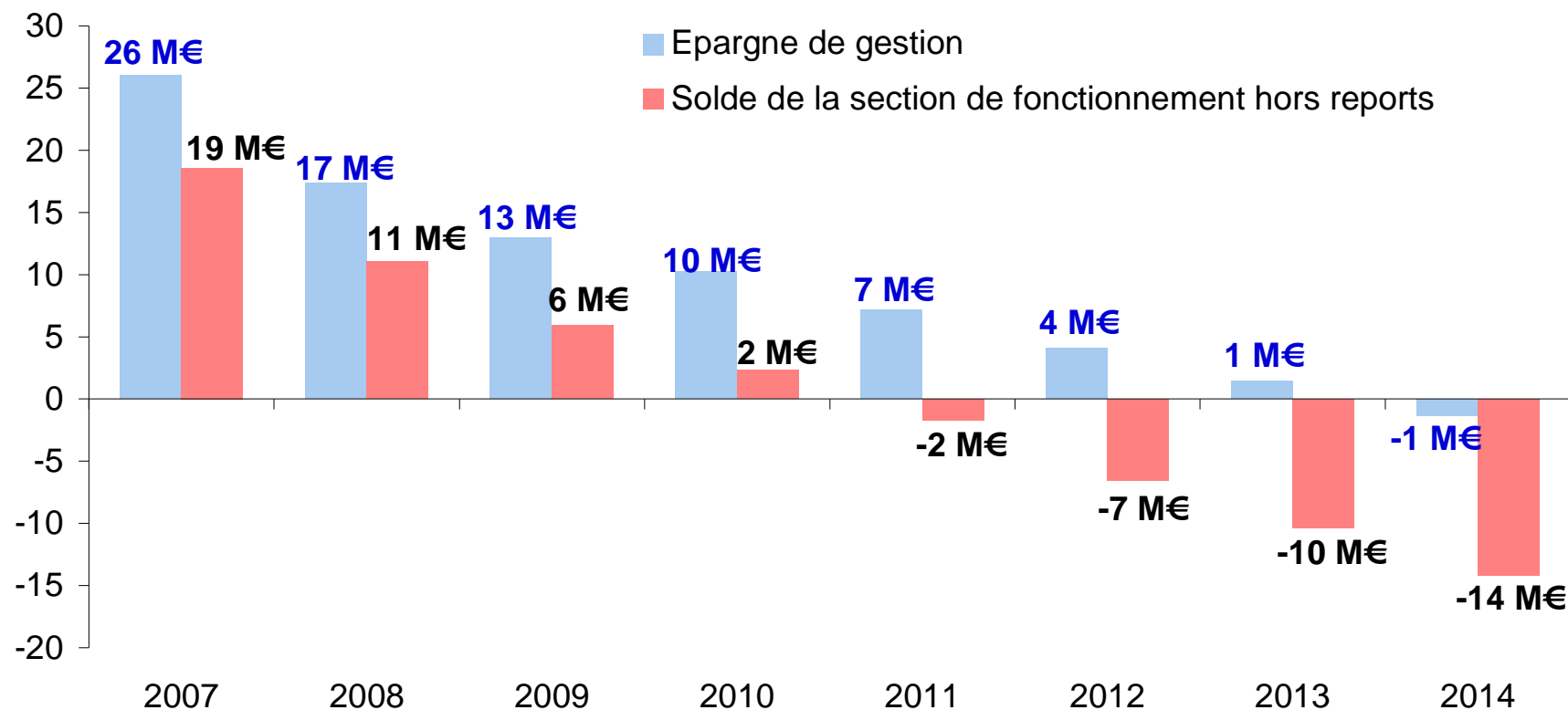
	<u>Charge nette globale du PRU pour la Ville</u>							
	TOTAL 2008 - 2012	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage Ville (hors ZAC des Aulnes)	10,9M€	1,2M€	4,5M€	3,1M€	3,5M€	2,0M€	-2,5M€	-0,8M€
ZAC des Aulnes sous maîtrise d'ouvrage SIDECE	15,6M€	-0,2M€	3,0M€	2,0M€	13,7M€	-2,0M€	-0,8M€	0,0M€
<b>TOTAL charge nette en investissement</b>	<b>26,5M€</b>	<b>1,0M€</b>	<b>7,5M€</b>	<b>5,1M€</b>	<b>17,2M€</b>	<b>0,0M€</b>	<b>-3,3M€</b>	<b>-0,8M€</b>

- ✓ Dégager une enveloppe pour investir
- ✓ Respecter les règles d'équilibre et de solvabilité:
  - équilibre de fonctionnement
  - Remboursement de la dette par les ressources propres

➔ Pour tout cela, la ville doit maintenir un niveau d'épargne suffisant.

# L'impossibilité de poursuivre la même tendance d'évolution des dépenses

La poursuite des tendances passées sur les dépenses<sup>(1)</sup> pourrait entraîner un déséquilibre de la section de fonctionnement à compter dès 2011.



(1) : +3,2% sur les dépenses de personnel, +3% sur les frais généraux et +6% sur les dépenses de transfert (subventions, participations...).

25M€ de dép. d'investissement/an hors PRU, (21M€ de charge nette / an avec le PRU)

# La nécessité de maintenir l'épargne de gestion

Si la ville souhaite pouvoir investir le même niveau que sur les dernières années (25M€ par an) et financer par ailleurs le PRU, elle doit être en mesure d'absorber environ 21 M€ de charge nette chaque année sur le mandat.

Charge nette finançable (M€) en fonction d'une variation de dette prédéfinie et du niveau d'épargne de gestion

M€		Variation de la dette / an - M€		
		0,0	+5,0	+10,0
Epargne de gestion moyenne annuelle - M€	10,5			
	14,5			22,4
	17,5		21,1	25,4
	20,5		24,1	28,4
	22,0	27,3	31,6	35,9

Le maintien d'une épargne de gestion de 17,5 M€ (niveau estimé de 2008) permettrait d'atteindre cet objectif avec une variation de la dette de +5M€ chaque année (pression supplémentaire sur l'épargne).

# Évolution de la situation financière de la ville avec maintien de l'épargne de gestion

M€	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total
Dépenses Invest hors dette	32,4	35,7	35,3	46,4	30,1	25,0	25,0	229,8
Recettes Invest hors dette	8,5	9,1	12,2	11,8	12,8	11,6	7,7	73,6
<b>Besoin de financement</b>	<b>23,8</b>	<b>26,6</b>	<b>23,1</b>	<b>34,6</b>	<b>17,4</b>	<b>13,4</b>	<b>17,3</b>	<b>156,2</b>
Epargne de gestion	17,4	17,4	17,4	17,4	17,4	17,4	17,4	
Epargne brute	15,6	15,0	14,5	14,0	12,9	12,7	12,6	
<i>Taux d'épargne brute</i>	<i>9,4%</i>	<i>9,2%</i>	<i>8,7%</i>	<i>8,3%</i>	<i>7,6%</i>	<i>7,3%</i>	<i>7,2%</i>	
Taux d'endettement	28%	36%	40%	52%	54%	53%	55%	

Le maintien de l'épargne de gestion permet d'assurer le montage des budgets futurs.

C'est cependant un objectif minimal car la progression des frais financiers induite par l'augmentation de l'encours de dette pèsera sur l'épargne.

# Maintenir l'épargne de gestion : la nécessité de réaliser des arbitrages

## Les possibilités d'arbitrage de la ville :

- ✓ contraindre l'évolution des dépenses de fonctionnement (*charges de personnel - exploitation de la pyramide des âges, frais généraux et maîtrise des subventions*)

Épargne de gestion moyenne annuelle 2009/2014 en fonction de l'évolution des dépenses de gestion - en M€

évol moy an des recettes +1,6%		Dépenses de personnel				
		+1,5%	+2,0%	+2,5%	+3,0%	+3,5%
Autres charges de gestion courante	- 0,50%	20,6	19,0	17,4	15,8	
	- 0,25%	20,1	18,5	16,9	15,3	
	0,00%	19,6	18,0	16,4		
	+ 0,50%	18,6	17,0	15,4		
	+ 0,75%	18,0	16,5			

- ✓ augmenter les taux d'imposition
- ✓ mais également mesurer les choix sur les projets d'investissements